



## Annales historiques de la Révolution française

321 | juillet-septembre 2000  
Varia

---

# Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot et les fondations intellectuelles de la politique des girondins

Richard Whatmore et James Livesey

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/175>

DOI : 10.4000/ahrf.175

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2000

Pagination : 1-26

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Richard Whatmore et James Livesey, « Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot et les fondations intellectuelles de la politique des girondins », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 321 | juillet-septembre 2000, mis en ligne le 21 février 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/175> ; DOI : 10.4000/ahrf.175

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot et les fondations intellectuelles de la politique des girondins <sup>1</sup>

Richard Whatmore et James Livesey

---

- 1 Comme bon nombre de révolutionnaires français déçus, Jacques-Pierre Brissot, une fois emprisonné et alors qu'il attendait son procès et une peine de mort presque certaine, passa son temps à chercher une justification de ses actions et de ses objectifs qui serait digne de passer à la postérité. Ses *Mémoires* font preuve d'une cruauté notoire envers les hommes et les femmes qui, d'après lui, l'avaient trahi et l'avaient réduit à la prison, et qui porteraient la responsabilité de sa mort. Une seule personne échappe à la colère de Brissot, Étienne Clavière, dont il dit qu'il lui doit son éducation en matière de républicanisme<sup>2</sup>. Brissot était généreux envers Clavière et le considérait comme un joyau intellectuel, dont les idées n'attendaient que d'être taillées et polies par ses soins afin de révéler aux yeux de tous leur génie. De plus, il faisait son éloge de démocrate constant, d'homme qui "connaissait mieux l'humanité" que Brissot lui-même, et qui avait "sacrifié sa fortune, son temps et sa vie au peuple"<sup>3</sup>. Le jugement de Clavière sur Brissot faisait écho à celui d'un autre compagnon d'infortune, François d'Ivernois, qui proclamait que Clavière "aimait passionnément la démocratie" et avait investi toute son énergie intellectuelle à examiner "les droits des peuples, leurs intérêts et les moyens d'augmenter leurs ressources et leur perfectibilité morale"<sup>4</sup>. Brissot était un homme qui, d'après Daunou, jouissait de nombreuses relations politiques en France, mais qui avait misé sa place dans l'Histoire sur l'homme qu'il considérait comme l'intellectuel républicain démocrate le plus éminent de son époque<sup>5</sup>.
- 2 La loyauté de Brissot envers Clavière est surprenante. Clavière avait été mêlé à certains des moments les plus embarrassants de la vie de Brissot, et notamment sa libération de la Bastille en 1784 lorsque Clavière régla ses dettes<sup>6</sup>. Il est bien rare qu'une telle bonne action ne se paie pas plus tard. De plus, Clavière était la personne la plus responsable de l'échec politique de Brissot et de ses amis, après Brissot lui-même. La guerre avait été la

politique de Brissot, mais l'effondrement de l'assignat et l'échec de la tentative de sauvetage du système fiscal français étaient l'œuvre de Clavière. En tant que ministre des Finances, il avait présidé à l'émission de billets d'une valeur d'au moins 7 milliards de livres, et à la fin de son mandat, ces billets qui s'échangeaient encore à 70% de leur valeur lors de sa nomination, ne représentaient plus que 25% de cette même valeur<sup>7</sup>. Les conditions économiques qui contribuèrent à cristalliser parmi les sans-culottes le soutien pour la Montagne étaient au moins en partie l'œuvre de Clavière.

- 3 De toutes les énigmes qui entourent l'attachement de Brissot à Clavière, la plus intrigante est l'affirmation de Brissot qui fait de Clavière un démocrate constant. Il est très difficile de voir ce que Brissot entend par démocratie dans ce cas précis. Pendant la révolution genevoise de 1782, Clavière était un des dirigeants du parti populaire, mais était un bénéficiaire pour le moins forcé de l'exercice des *natifs* en matière de souveraineté populaire. Quand il devint évident que la justice française ne tolérerait pas une révision de la constitution genevoise, Clavière écrivit à ses correspondants parisiens que "l'effort malheureux pour que les *natifs* aient un rôle à jouer dans la résolution de désaccords mineurs, si ils étaient restés confinés dans l'enceinte de la ville, cet effort est la cause des extrémités auxquelles nous sommes réduits et ceux qui furent les premiers à les encourager devront faire face aux conséquences"<sup>8</sup>. Isaac Cornaud, dirigeant des *natifs* alliés à l'aristocratie genevoise, avait bien pu qualifier Clavière de "monstre", mais ce dernier regrettait le recours à la force armée comme "un moment terrible" qui avait ouvert "un abîme"<sup>9</sup>. Autant que l'on puisse confondre radical et démocrate dans le contexte de la révolution de Genève, il semblerait qu'une telle confusion ait été impossible dans le Paris de 1793. Selon la définition la plus évidente de la démocratie, à savoir la participation populaire directe à la politique, le mouvement sans-culotte était un mouvement démocratique, et ce dernier considérait Clavière comme son ennemi. L'arrestation de Clavière fut spécifiquement décidée lors des délibérations du comité révolutionnaire du 31 mai 1793<sup>10</sup>. Les commissaires chargés de son arrestation refusèrent de l'exposer à la foule massée sur la place de Grève de peur qu'elle n'essayât de le tuer, tant il était impopulaire<sup>11</sup>. En définitive, il est difficile de voir comment Brissot aurait pu qualifier Clavière de démocrate au sens large, pour désigner quelqu'un qui tenta de défendre le principe représentatif contre les sections de Paris pendant l'été de 1793. En cette période de crise, il existait de tels défenseurs, Roland refusa de reconnaître l'autorité du groupe chargé de l'arrêter et profita de leur confusion pour s'évader ; Brissot s'évada de Paris déguisé en marchand suisse, mais fut repris plus tard ; Buzot essaya même de soulever la Normandie et la Basse-Bretagne contre la capitale<sup>12</sup>. Clavière par contre se soumit aux exigences des sectionnaires et fut placé en résidence surveillée sous le regard attentif de deux gendarmes<sup>13</sup>. Il fut privé d'une ultime occasion de mourir en héros en chantant vers l'échafaud avec Brissot le 31 octobre 1793, et se suicida le 8 décembre.
- 4 C'est ce genre de confusion qui a amené de nombreux historiens à ne voir dans le partenariat de Brissot et de Clavière qu'une alliance de fait dans le sens le plus étroit du terme, alliance dont les auteurs ne défendaient aucune position cohérente dans l'arène politique des années 1780 ou dans celle de la Révolution. Les intérêts financiers de Clavière, et la tension entre ses investissements dans les finances du gouvernement et ses penchants politiques radicaux jettent un doute sur sa politique<sup>14</sup>. L'étude originale et hautement détaillée de Robert Darnton sur leurs écrits des années 1780 conclut qu'ils étaient entièrement financiers et intéressés, sans véritable vision politique<sup>15</sup>. Bien qu'il ait

récemment modifié sa position, il soutient toujours que les deux hommes n'avaient pas de programme pour réformer la France, mais partageaient plutôt une sensibilité rousseauiste critique des institutions établies mais dénuée de stratégie<sup>16</sup>. Nous aimerions montrer que le développement cohérent des vues politiques de Clavière et Brissot, aidés par des collaborateurs tels que Mirabeau et Chamfort, a échappé à toute étude car la place centrale du problème des mœurs au cœur de leurs idées n'a pas été reconnue. Quand Brissot dit de Clavière qu'il est un démocrate constant, il veut dire que Clavière croit en des mœurs démocratiques qu'il s'applique à développer. Cette idée de mœurs était de toute première importance pour les sciences morales et politiques, comme on les appelait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les *mœurs* référaient aux institutions sociales d'une communauté, à ses habitudes et aux croyances liées à ces institutions et à ces habitudes. Les *mœurs* avaient été l'obsession commune de Montesquieu et de Rousseau, le premier les définissant comme le caractère d'une nation conférant à ses lois signification et force, le second y voyant la seconde nature de l'homme, le résultat et la substance de leur perfectibilité, le rendant de ce fait capable de liberté parfaite ou d'aliénation totale. L'intérêt que portait Clavière à cette question de *mœurs*, plutôt qu'à la structure ou à la loi constitutionnelles, est le fil directeur unifiant sa vie de révolutionnaire genevois, colonisateur irlandais utopiste, financier international et révolutionnaire français.

- 5 Clavière naquit en janvier 1735, dans une famille genevoise protestante de marchands et de financiers. Son père, Jean-Jacques Clavière, avait des intérêts dans le commerce du vin et du blé, et une série de contrats dans les capitales commerciales de l'Europe. Exilés huguenots à l'origine, les Clavière avaient été forcés d'acheter la citoyenneté dans leur nouveau pays. À la naissance d'Étienne, ils étaient bien établis au sein de la classe bourgeoise, et naturellement jaloux de l'ancienne aristocratie d'éminentes familles qui dominaient les affaires politiques de la petite république. En effet, tout au long du siècle, on vit une escalade graduelle de la crise dont l'origine était la dispute sur l'étendue des droits civils et politiques des non-citoyens, les *natifs* résidant à Genève, crise exacerbée par les accusations de corruption contre l'aristocratie héréditaire des familles genevoises. En 1762, en opposition au décret condamnant le *Contrat social* et l'*Émile* de Rousseau, les éminentes familles du Petit Conseil exécutif augmentèrent leur recours à un droit de veto législatif, le *droit négatif*, contre le Conseil général rassemblant tous les citoyens, au sein duquel les bourgeois étaient plus puissants<sup>17</sup>. Bien qu'un Édit de pacification en 1768 ait élargi les pouvoirs du Conseil général, auquel il conféra le droit d'élire la moitié du Petit Conseil et d'en exclure jusqu'à quatre membres chaque année, les divisions se creusèrent de nouveau avec les exigences des *natifs* réclamant les pleins droits politiques et civils dans les années 1770. Le schéma tripartite de la politique genevoise répartie entre les *natifs*, les citoyens et les *négatifs* éclata avec le refus des *natifs* d'accepter le veto du Petit Conseil concernant l'élargissement de la citoyenneté en avril 1782. Leur rébellion entama un processus qui devait prendre fin en juillet, avec l'invasion française réimposant le contrôle aristocratique et la fuite des radicaux, y compris Clavière.
- 6 La défaite de la révolution genevoise ne posait pas de problèmes fondamentaux à la compréhension politique de Clavière. En fait, sa polarisation du monde en petites républiques vertueuses et grandes monarchies décadentes se trouva renforcée par les événements du printemps et de l'été. Malgré une fortune résolument adverse, les vertueux Genevois étaient rentrés en masse dans leur patrie pour défendre leur liberté ou mourir, comme de bons républicains<sup>18</sup>. Même leur défaite était explicable dans cette logique interne. Une Genève unifiée aurait été au mieux invincible, au pire résolue à

résister jusqu'au dernier, l'effondrement de la résistance était dû à l'alliance occulte entre les Français et "l'aristocratie qui va maintenant régner à Genève"<sup>19</sup>. La vraie Genève ne pouvait de toute façon être vaincue car ce n'était pas un endroit mais un peuple, composé "d'hommes industriels et éclairés, à la conduite irréprochable", en d'autres termes d'hommes de bonnes mœurs, par opposition aux sujets des monarchies de France et de Savoie, qui avaient envahi la cité de force, mais qui étaient "plus misérables, plus ignorants et se conduisaient plus mal" que tout autre peuple dans le monde entier<sup>20</sup>. La défaite était l'épreuve qui devait tester l'engagement pour la liberté de la vraie Genève républicaine, et Clavière était certain que ce peuple "qui n'avait d'autre patrie que la liberté", s'en montrerait digne en émigrant en masse<sup>21</sup>.

- 7 Sa première collaboration avec Brissot fut rédigée depuis son refuge de Neuchâtel et s'inscrivit dans le cadre de sa campagne pour extraire une victoire morale au sein de la défaite militaire<sup>22</sup>. Cet ouvrage, *Le Philadelphien à Genève*, attaquait le despotisme aristocratique qui d'après eux avait été imposé à Genève, et ce au nom de principes démocratiques représentés également par les révolutionnaires américains et genevois. Le livre défendait le besoin d'une constitution équilibrée, telle que Montesquieu l'avait expliquée, en prouvant que dans de petits États il était absolument nécessaire d'avoir un conseil et une législature généraux, comprenant tous les citoyens mâles, afin de contrôler l'Exécutif. La liberté républicaine n'existait que si le conseil général était souverain. C'était là le cœur même de l'ancienne constitution de Genève qui avait été rédigée suivant le principe selon lequel plus le pouvoir législatif était démocratique, moins la liberté courait de danger. Tandis que dans leur argument en faveur des formes politiques républicaines, leur inspiration venait de Montesquieu, c'est leur lecture de Rousseau qui hante leur préoccupation centrale, à savoir la défense des principes républicains. La persécution de Rousseau par les aristocrates de France et de Genève était le symbole de leur alliance corruptrice<sup>23</sup>. Rousseau avait repris les vieux arguments en faveur des formes républicaines et les avait universalisés comme théorie générale de légitimité dans le *Contrat social*. La liberté ne devait plus être l'apanage d'États particuliers mais devenait le principe d'application universelle, et dans la pratique, cela signifiait que tout peuple éclairé avait le droit de résister à l'oppression. Brissot affirmait que les Américains exerçaient leur droit naturel contre le parlement britannique ; il était du devoir des Genevois, dont les formes étaient prétendument démocratiques, de l'utiliser contre le Petit Conseil<sup>24</sup>.
- 8 Les écrits et la personne de Rousseau étaient utilisés comme faire-valoir dans une attaque contre l'aristocratie, condamnant les mœurs qui lui étaient associées telles que le luxe, la dépendance, la frivolité, l'oisiveté et la vénalité. Le contraste avec les *mœurs* républicaines ne pouvait être plus tranchant. Ces dernières soutenaient la liberté et l'égalité civile tout en s'opposant à une hiérarchie sociale et aux privilèges. Elles représentaient le zèle au travail, la sobriété et la frugalité, l'indépendance et la fraternité. Clavière et Brissot affirmaient que la plus grave erreur de l'aristocratie genevoise avait été d'abâtardir les mœurs républicaines qui garantissaient la stabilité des petits États. Elle avait encouragé l'oisiveté et le luxe, un égoïsme excessif et tous les vices associés à la hiérarchie et à l'immoralité. Ce faisant, elle avait semé les graines de la révolution en corrompant les mœurs républicaines qui cimentaient la société genevoise :

"La majorité de ses membres [du Petit Conseil] amène à Genève le goût du luxe ; c'est là le plus sûr moyen de corrompre le peuple et de détruire les vertus républicaines, mesures qui en elles-mêmes sont criminelles au sein d'une

république. Et le sénat ajoute à ceci cent autres crimes. Ce despotisme est particulièrement évident dans l'affaire Jean-Jacques Rousseau.”<sup>25</sup>

- 9 En fait, en minant la sécurité des *mœurs* genevoises, l'aristocratie avait détruit l'essence de Genève. Il ne restait plus aux représentants de la vertu genevoise que de se retirer vers une Nouvelle Genève pour que la nature autodestructrice de ces manœuvres devienne évidente.
  
- 10 Les idées de droit universel et de légitimité faisaient implicitement une critique acerbe de la vieille polarité entre monarchies et républiques, mais l'horizon de la vision de Clavière et de Brissot restait pourtant les petites républiques dont la taille permettait l'institution d'un conseil général démocratique et dont les *mœurs* n'étaient pas au-delà de tout salut. Par conséquent, en 1783, ils n'envisageaient absolument pas d'appliquer leurs idées à la France. Les *mœurs*, la société et la politique françaises étaient considérées comme les antithèses de celles d'une république. De plus, elles étaient irrémédiablement corrompues, fondées sur le luxe, changeantes et égocentriques, et écornées par l'influence despotique de la loi romaine salique. Ils demeuraient les disciples de Rousseau et comme lui voyaient dans la France une autre Sodome, face au Sion idéal que représentait Genève<sup>26</sup>. En fait, cette caractéristique est l'une des plus constantes dans la pensée de Clavière. Même en 1787, Dupont de Nemours le tançait encore parce qu'il décrivait les Français comme “le peuple le plus ignorant, le plus corrompu et le plus mal gouverné de monde”<sup>27</sup>. De ce fait, les espoirs de liberté portaient non pas vers Paris, mais vers l'Irlande, dont la taille et les *mœurs* conviendraient à une colonie d'exilés genevois. Ses inquiétudes au sujet des bonnes *mœurs* étaient si vives qu'il refusa une offre d'argent de la part du Landgrave de Hesse-Hombourg parce que “les républiques doivent être conservées”. C'était D'Ivernois qui, à son retour de Dublin en novembre 1782, avait assuré qu'une combinaison de fonds émanant du gouvernement londonien et du Conseil privé irlandais était à leur disposition pour leur permettre d'établir une colonie d'horlogers à Waterford<sup>28</sup>. Émigrer en Irlande offrirait l'occasion de prouver l'efficacité et la véracité des principes républicains ; “par la nature de notre défaite, nous conserverons notre vertu et nos principes ; et si nous pouvons réaliser nos objectifs sous un ciel autre que celui de Genève, ne vaut-il pas mieux avoir été vaincus que de nous retrouver là où le luxe nous opprime, immergés dans la corruption et la dégradation des *mœurs*.”<sup>29</sup>
  
- 11 Les principes républicains de Clavière échouèrent devant l'épreuve qui les attendait. Clavière avait été parfaitement clair : le succès ou l'échec de la colonie, qui devait être fondée à Passage East, près de Waterford, dépendrait de l'engagement des émigrants qui devraient “aimer le travail, désirer cultiver les arts et les activités compatibles avec les *mœurs* républicaines”<sup>30</sup>. À ceux qui, comme Amy Melly, soutenaient que l'affaire devait être avant tout conçue comme une entreprise commerciale dont le but serait de concurrencer à bas prix l'horlogerie genevoise, il répliqua que “les hommes de talent cherchent de nouveaux pays poussés par leur fierté et par l'esprit d'indépendance que leurs talents leur inspirent – tous les arts distinguent ceux qui les exercent, ceux qui se détachent de la masse qui ne travaillent qu'avec des matériaux bruts n'ont d'autre patrie que la liberté. Si tel n'est pas le cas, alors quoi que nous fassions, les *négatifs* garderont la manufacture”<sup>31</sup>. Les espoirs de Clavière furent ranimés quand il découvrit que le contexte irlandais était plus compatible qu'il ne l'avait d'abord imaginé avec les idées républicaines. Dans une lettre adressée à Brissot dans laquelle il l'encourage à venir ouvrir une académie qui rivaliserait avec Trinity College “qui a l'inconvénient certain d'être dans la capitale, où les étudiants sont visiblement corrompus”, il explique que le

pays, venant récemment d'obtenir son indépendance législative, présente tous les avantages de l'Amérique, "sans l'inconvénient d'être si loin de l'Europe"<sup>32</sup>. Les conditions, mis à part certaines difficultés à garantir l'approvisionnement en or d'une pureté suffisante pour l'horlogerie et certains conflits avec l'entrepreneur au sujet de la construction de la nouvelle ville, favorisaient une nouvelle république. Les républicains restèrent cependant absents. Bien que la colonie soit prête à payer au moins la moitié des frais de transports et à fournir le logement et un atelier, seuls quatorze horlogers firent le voyage. Comme l'admit plus tard Clavière lui-même, ils n'étaient même pas très bons. Quoi qu'il en soit, ils étaient déjà partis à la fin de l'année, suivant "l'appât du gain qui seul les avait poussés à émigrer."<sup>33</sup>

- 12 La compréhension du monde politique de Clavière fut totalement anéantie par sa faillite financière. La dichotomie intellectuelle entre république et monarchie était une illusion en termes de politique réelle où les républiques marchandes comme celles de la Hollande ou de la Suisse faisaient partie des économies de grands États agraires comme la France. La différence entre fiction politique et réalité devint évidente pour Clavière avec l'arrêt du 27 septembre 1783 différant le paiement des billets de la Caisse d'escompte<sup>34</sup>. Comme tant d'autres, Clavière croyait que les dettes du gouvernement français étaient garanties et, jusqu'à l'été 1783, avait encouragé ses agents à Paris à y investir ses fonds, et à les investir notamment dans la Caisse<sup>35</sup>. Une fois ses finances réglées, il pouvait à son aise envisager les formes que prendrait sa nouvelle petite république, comme il l'expliqua lui-même à Patry, "un homme riche est libre partout, grâce au pouvoir de l'argent."<sup>36</sup>
- 13 La division qu'opérait Clavière entre les finances et la politique fut une autre illusion qui ne survécut pas à cette leçon. Tout ce projet qui consistait à se retirer d'un monde de monarchies dans une petite république se révéla tenir du rêve à deux niveaux : il n'attira pas le soutien des républicains et il ignorait l'interdépendance économique des États de l'Europe. La carte du monde de la politique dressée par Clavière l'avait mené à la faillite financière et politique, et pour s'en sortir, il allait lui en falloir une autre.
- 14 Ni Clavière, ni Brissot n'avaient choisi d'être à Paris en 1784. Clavière essayait de sauver sa fortune et Brissot essayait d'échapper à la prison, ils avaient tout deux été attirés en France contre leur gré, après avoir tenté sans succès de s'établir ailleurs. Les dettes de Clavière, d'après ses propres estimations, s'élevaient à 275 000 livres et son bien principal, à savoir ses actions dans la *Caisse d'escompte* avait, en novembre 1783, moment où il essayait de les vendre, chuté de valeur de 5000 à 3000 livres chacune<sup>37</sup>. La panique qui s'empara de Clavière contribua à empirer la situation et, quand le paiement des actions fut suspendu, il supposa que la banqueroute était imminente, alors qu'en fait cette institution restait solvable<sup>38</sup>. Le problème était le manque d'espèces en circulation, ce qui mettait la banque dans l'incapacité d'échanger ses propres billets pour des pièces. Les autorités bancaires réglèrent la crise assez efficacement : elles retirèrent de la circulation autant de billets que possible et obtinrent du gouvernement l'autorisation de recapitaliser en vendant plus d'actions afin de faire remonter le capital de la banque à 15 millions<sup>39</sup>. Le paiement en espèces reprit un mois plus tôt que prévu<sup>40</sup>. Les investisseurs qui, comme Clavière, avaient vendu pendant la crise, s'étaient montrés imprudents alors que les plus avisés apprirent au moins à spéculer sur le marché des baissiers.
- 15 Clavière mit au point une stratégie tirée de cette expérience afin de recouvrir sa fortune. Il se mit à financer des pamphlets écrits par des polémistes éminents mais appauvris tels que Brissot et Mirabeau, dont Clavière avait inspiré la plupart des arguments et des idées. Ces pamphlets étaient destinés à influencer le marché, le gouvernement et le public. En



milieu d'année 1784, il avait établi une stratégie pour la Bourse, avec Isaac Panchaud et Théophile Cazenove, stratégie qui consistait à rechercher sur le marché ce qu'ils considéraient comme des actions surévaluées. Ils encourageaient ensuite leur baisse, spéculant sur la chute du prix de l'action et les occasions d'acheter des actions à bas prix avant que les parties intéressées, et notamment les gouvernements, ne prennent des mesures pour défendre les prix ou les augmenter. La manière que Clavière avait choisie pour mettre en pratique cette stratégie de baissier consistait à identifier les prix excessifs et à les dénoncer au public. Les pamphlets en résultant ont jusqu'à présent été considérés comme des critiques basement rousseauïstes des pratiques financières de certaines compagnies, critiques motivées par l'appât d'un gain personnel, ou comme des attaques diffamatoires du despotisme ministériel soutenant l'autorité des Parlements<sup>41</sup>. Mais il n'y avait rien de basement rousseauïste dans la défense de certains types de commerce et en particulier de certains types de spéculations sur la dette du gouvernement.

- 16 Grâce à la nature des actions sur laquelle Clavière et ses acolytes spéculaient, on ne peut les accuser de mener une campagne totalement motivée par leurs intérêts personnels. Il existait une certaine confusion quant au statut des actions de la *Nouvelle Compagnie des Indes*, la *Compagnie des Eaux de Paris*, la *Banque de Saint-Charles* et bien entendu la *Caisse d'escompte*. Aucune d'entre elles ne pouvait être à vrai dire considérée comme une entreprise privée et le succès de chacune d'entre elles dépendait dans une certaine mesure de l'État. La Compagnie des Indes bénéficiait d'un monopole sur l'importation de tissus étrangers. Clavière allait proposer son aide à son directeur, Perrier, en le transformant en taxe de 10% sur les importations<sup>42</sup>. La Compagnie des Eaux était un service et, en 1788, 90% de ses actions étaient entre les mains du gouvernement<sup>43</sup>. La *Banque de Saint-Charles* était un fond du gouvernement espagnol pour le développement de divers projets. La confusion entre institution d'État et entreprise privée était à son comble dans le cas de la *Caisse d'escompte*. Elle avait été mise en place à la fin du mandat ministériel de Turgot afin de ne pas remiser la monnaie papier à plus de 4%, mais s'était surtout développée sous Necker<sup>44</sup>. Son but officiel était de maintenir de faibles taux d'intérêts mais, en l'absence de papier monnaie, ses billets pouvaient circuler comme monnaie légale. En fait, lors de la crise de 1784, un arrêt obligea les marchands à les accepter à leur valeur nominale, ce qui fit craindre de nouveau que les billets ne soient le mécanisme d'un nouvel ensemble de lois. Toutes ces compagnies étaient d'une façon ou d'une autre intégrées au système financier de l'État, dont Clavière était expert, et toutes étaient également utilisées à des fins politiques. Spéculer en bourse était devenu d'intérêt public et s'inscrivait dans la nouvelle politique d'opinion publique qui se développa dans les années 1780<sup>45</sup>. Pour conserver toute leur légitimité, Clavière et ses amis furent poussés à expliquer leurs tractations financières comme étant d'intérêt public. Ce faisant, ils eurent recours à leurs idées distinctives des *bonnes mœurs* développées dans le contexte de Genève et qui étaient, d'après Clavière, totalement inapplicables aux grandes monarchies.
- 17 Ce mélange d'intérêt personnel et d'opinion politique devint extrêmement explosif lorsqu'en janvier 1785, Calonne, en sa qualité de contrôleur général des Finances, entreprit de réguler les prises de dividendes par les actionnaires de la *Caisse*. Calonne annula toutes les transactions de dividendes, après avoir refusé aux actionnaires l'autorisation d'assigner trop de profit aux actions<sup>46</sup>. Clavière se trouva dans une position difficile. Publiquement, sa position était que les actions étaient surévaluées et que le niveau des profits détruirait la compagnie en la rendant incapable de remplir ses



obligations par manque d'espèces. D'un autre côté, il avait vendu à son ami et associé Théophile Cazenove les dividendes de ses propres actions dans l'espoir de faire d'énormes profits, et il s'attendait à ce que Cazenove remplisse ses obligations, même s'il en était délivré par l'arrêt de Calonne<sup>47</sup>. De plus, cette stratégie de baissier qu'il pratiquait était du domaine public. Comme Bouffier l'écrivit à Mirabeau, il n'y aurait pas eu de crise si Panchaud, Clavière et Cazenove n'avaient pas spéculé contre la valeur des actions tout en spéculant sur la valeur des dividendes qu'elles rapporteraient<sup>48</sup>. L'ouvrage qui émergea de cette crise, *De la Caisse d'escompte*, écrit par Mirabeau, cherchait à sauver les spéculateurs en condamnant la politique fiscale de l'État comme allant à l'encontre de l'intérêt public<sup>49</sup>. Il réclamait une banque indépendante, avec des lois concernant son administration et des taux d'intérêts fixes, basant ses stratégies de prêts sur le capital détenu et la demande publique plutôt que sur les désirs des propriétaires et les caprices du gouvernement. Il soutenait que les banques n'étaient compatibles avec les mœurs et le gouvernement français qu'à condition qu'un commerce sans corruption devienne la base d'échange en général : le commerce corrompu, comme le révélait la préface, était "politique, conquérant et mercantile". Il établissait une distinction entre ce genre de commerce-là et le commerce en biens nécessaires qui, lui, encourageait l'harmonie sociale et de paisibles et vertueuses mœurs. Ce dernier était synonyme de la société elle-même : "qui, dans la société, n'est pas marchand ? [...] Lecommerce[...] est uniquement une définition du mot Société". *L'Industrie humaine* pouvait de ce fait être morale, utile et prudente, créant des marchandises pour le bien général, plutôt que le fruit de l'amour propre, cet "égoïsme aride" qui sème la discorde. Le moyen le plus sûr d'éviter les erreurs perpétrées par vanité ou par égoïsme était d'éduquer tous les marchands sur le chemin de la vertu.

- 18 L'idée centrale de *De la Caisse d'escompte*, selon laquelle l'économie d'une monarchie pouvait inculquer les *bonnes mœurs* républicaines même sans l'aide de structures constitutionnelles correspondantes, démontrait au sein de ces débats une compréhension féconde et profitable de l'intérêt public. La seconde réclamation concernant les mœurs commerciales, totalement rédigée par Brissot et Clavière cette fois, s'intitulait *De la Banque d'Espagne dite de Saint-Charles*, publiée en juin 1785<sup>50</sup>. L'attaque centrale de cet ouvrage portait de nouveau contre les spéculateurs et les capitalistes cupides (Cabarrus était comparé à Law) qui passaient des accords avec des gouvernements avides de profits, qui étaient les démons menaçant l'existence du commerce véritable qui encourageait quant à lui l'industrie et l'agriculture. Un gouvernement qui soutiendrait ce commerce abandonnerait le peuple et accélérerait la révolution qui promettait le libre échange pour purifier les mœurs corrompues :

"Qu'il plaise à Dieu que nos volontés et nos écrits ne cessent de réclamer cet âge d'or où tout prendra la place, la forme et les relations que l'immuable nature des choses leur aura assignées, la liberté générale du commerce bannira de ce monde les jalousies absurdes qui inquiètent les Nations, recréera une fraternité universelle, une paix permanente, si indispensable au commerce lui-même, et sans laquelle tous les fonds publics et privés se trouvent dans une situation dangereuse et précaire."<sup>51</sup>

- 19 La campagne de Clavière consistant à distinguer commerce corrompu et commerce vertueux se poursuivit en octobre avec son attaque contre la *Compagnie de Eaux*, qui déclencha une vague de publications opposant Clavière à Beaumarchais. Clavière, dans *Sur les Actions de la Compagnie des Eaux* (Londres, 1785) accusa les frères Perrier, fondateurs de la compagnie, d'avoir tenté malhonnêtement d'augmenter la valeur de leurs actions au-delà de leur valeur réelle en exerçant leurs pouvoirs de monopole. Beaumarchais était

un éminent actionnaire et répliqua avec sa *Réponse à l'ouvrage qui a pour titre "Sur les actions de la Compagnie des Eaux de Paris"* (Paris, 1785). Le 8 octobre, le lieutenant de police De Crosne (agissant sur les ordres de Calonne) interdit à Clavière d'écrire au sujet des problèmes de l'administration française, mais cette interdiction n'empêcha pas la publication en décembre de la *Réponse du comte de M à l'écrivain des Administrateurs de la Compagnie des Eaux* (Bruxelles, 1785). Cet écrit reconnaissait Clavière comme l'auteur de *De la Banque d'Espagne dite de Saint-Charles*. Une seconde édition des écrits de Mirabeau contre les frères Perrier parut en 1786 sous le titre *Recueil de divers écrits du comte de M sur les Eaux de Paris* (Londres, 1786). Dans tous ses écrits, Clavière soutenait que des mœurs commerciales vertueuses étaient nécessaires au développement économique et à la stabilité sociale du royaume et que les intrigues entre ministres trop puissants, nobles et financiers représentaient la plus grande menace pour cet objectif. Dans l'esprit de Clavière, une dette excessive, la corruption financière, les intrigues politiques, les monopoles et la guerre étaient inextricablement liés.

- 20 Le partenariat Clavière-Mirabeau, si crucial pour la popularisation de ces idées, fut temporairement suspendu quand le désir de Mirabeau de publier le *Mémoire sur les municipalités* de Dupont le poussa à essayer d'empêcher la publication du *Plan des administrations provinciales* de Brissot. Clavière, sans aucun doute parce que l'ouvrage de Brissot exprimait ses propres opinions, refusa d'arrêter la publication et rompit avec Mirabeau<sup>52</sup>. Ceci força Clavière à poursuivre sa campagne en faveur de mœurs commerciales vertueuses sous le nom de Brissot<sup>53</sup>. La relation avec Brissot était féconde puisqu'en 1787, les deux hommes commencèrent à soutenir que le "commerce moral" décrit dans les pamphlets de Mirabeau exigeait une liberté civile tout autant qu'une éducation et la fin du despotisme ministériel. Leurs exigences se firent de ce fait plus générales avec la publication en juillet 1786 de l'*Examen critique des Voyages dans l'Amérique Septentrionale* de M. le marquis de Châtellux de Brissot, qui soutenait que les mœurs commerciales entraînaient une opposition à l'esclavage et à l'oppression des races de couleur<sup>54</sup>. Clavière et Brissot étaient membres fondateurs de la *Société des Amis des Noirs* créée en 1787 pour soutenir le progrès commercial et la liberté civile. Cette facette de leurs projets réformateurs se développa rapidement avec le voyage de Brissot à Londres de novembre 1787 à février 1788, où il rencontra des opposants britanniques à l'esclavage et établit des liens avec le mouvement français. Mars 1788 vit l'intégration avec le mouvement britannique, tandis que Lafayette, Mirabeau, Bergasse et d'autres éminents radicaux étaient devenus membres de la *Société des Amis des Noirs*. La société organisait le développement commercial de la France dans le domaine de la manufacture à travers un accord de libre échange avec l'Amérique. La nouvelle république pourrait maintenir de simples mœurs républicaines en se concentrant sur l'agriculture et en échangeant des produits de base avec la France. Le monopole commercial de la Grande-Bretagne était sensé être menacé par cette union.
- 21 Clavière fut libéré de la polarité contraignante entre républiques et monarchies par le contexte des arguments de la politique française des années 1780. Les valeurs implicitement universelles des *bonnes mœurs* devinrent explicites et il était désormais possible de les utiliser comme normes critiques pour l'évaluation d'un gouvernement et des pratiques commerciales dans le domaine national aussi bien que sur la scène internationale. L'esclavage et les intrigues de Calonne pour soutenir le prix des actions de la *Compagnie des Eaux* et de la *Compagnie des Indes* étaient considérés comme des entraves au respect des mœurs d'un monde commercial poli. On les dénonçait avec véhémence<sup>55</sup>.

On jugera mieux du chemin parcouru par Clavière dans son appréciation des possibilités de réformes implicitement contenues dans les mœurs commerciales en lisant le prospectus qu'il prépara pour la *Compagnie des Assurances sur la Vie* en 1787<sup>56</sup>. Il ne contenait aucune référence à la nature essentiellement corrompue des sujets de la monarchie française. Au lieu de cela, il soutenait que la démoralisation des pauvres était le résultat de l'organisation irrationnelle de l'ordre économique. Le manque de possibilité d'épargne véritable signifiait que les pauvres dépensaient tout ce qu'ils gagnaient, ou alternativement travaillaient juste assez pour assurer leur bien-être : "Méritent-ils qu'on le leur reproche ? C'est pourtant pour cela que la misère et le découragement persistent de génération en génération et que des hommes autrement bien intentionnés n'hésitent pas à soutenir l'argument selon lequel la nourriture doit être chère si l'on veut que le peuple se mette au travail"<sup>57</sup>. L'occasion d'investir des sommes même les plus modestes pour leurs héritiers ou en prévision de leur vieillesse transformerait l'organisation des opportunités pour "l'énorme classe des indigents" et remplacerait "le manque de motivation par l'amour du travail, l'indifférence par l'émulation, la fainéantise par le dynamisme et la bassesse de la mendicité par l'honneur"<sup>58</sup>. Les idées de Clavière sur la moralisation du commerce n'étaient pas une rhétorique vide destinée à masquer la poursuite de ses propres intérêts sous le couvert du langage du bien public. Il avait un idéal de démocratisation des opportunités et de participation universelle à la société civile, et la *Compagnie des Assurances* était un moyen d'atteindre ces objectifs (bien que ses partenaires aient dû lui extraire la promesse qu'il ne spéculerait pas sur ses actions)<sup>59</sup>. Cette idée de commerce vertueux n'était cependant qu'une étape dans l'évolution des idées de Clavière sur le régime politique vertueux. Comme la crise de la monarchie française se généralisait, et qu'à l'évidence, comme le dit Dupont de Nemours, "La Tragi-Comédie que nous jouons ne peut avoir d'autre dénouement que les États généraux", Clavière et Brissot présentèrent leur programme de régénération complète du royaume de France<sup>60</sup>.

- 22 En 1787, Clavière et Brissot soutenaient que la France n'était pas au-delà de toute rédemption morale et politique. Selon eux, le commerce avait jusqu'ici été une force corruptrice et un instrument de guerre entre la France et la Grande Bretagne, mais il pouvait devenir un agent de sociabilité, entraînant dans son sillage prospérité et mœurs vertueuses. Cela exigeait liberté des échanges et liberté civile, ce qui évitait la création d'intérêts douteux au profit d'individus prêts à utiliser à leur avantage la liberté du commerce. Dans un ouvrage publié au début de l'année 1788, Clavière et Brissot soutenaient tout deux que la législation existante dans ces domaines n'était pas suffisante. Un royaume qui visait à être une société commerciale unie et prospère se devait d'avoir une constitution en accord avec ses objectifs. Ayant implicitement accepté l'argument populaire selon lequel une régénération de la France pouvait se faire sous la législation d'un monarque ou d'un ministre éclairés, Clavière et Brissot réclamaient désormais la révision de la structure politique existante afin de bâtir une constitution capable de soutenir les libertés civile et économique. Les *Observations d'un Républicain* exigeaient les États généraux afin de réaffirmer les anciens droits souverains du peuple français<sup>61</sup>.
- 23 Cet ouvrage attaquait les stratégies réformistes de Necker et Turgot pour leur incapacité à répondre aux maux du royaume. L'*Administration des finances* de Necker fut prise à parti parce que l'auteur soutenait les travers qui avaient corrompu la France, le pouvoir excessif du monarque et de ses ministres. Il fut également accusé d'emprunter les idées

des écrits de Le Trosne rédigés en 1778. Selon ses contempteurs, le but caché de Necker était de débarrasser le roi des Parlements en créant des assemblées pour les riches et les propriétaires terriens qui restaient cependant totalement dépendantes des Intendants. La cause du clivage était que les Intendants, les nobles et le roi, qui pouvaient augmenter les impôts, lever des troupes ou réduire en toute impunité des hommes à l'esclavage, exerçaient leurs intérêts privés, et là était tout le problème. Augmenter les pouvoirs des intendants amènerait la France au bord de la guerre civile. C'était là le défaut de toutes les monarchies – elles engendraient la division : “*L'autorité est tout, le peuple n'est rien* – Tel est le système de presque tous les gouvernements monarchiques”<sup>62</sup>. De la même façon, les Parlements eux-mêmes étaient de bien mauvais représentants du peuple ; ils maintenaient les distinctions sociales et refusaient de payer toute imposition eux-mêmes afin d'alléger le fardeau pesant sur les pauvres. Le meilleur exemple en est le refus du Parlement d'enregistrer l'édit de Turgot abolissant la corvée<sup>63</sup>. Ce qu'il fallait, c'était une assemblée véritablement représentative, des États généraux de tous les intérêts de la nation qui pourraient rendre au peuple ces droits primitifs perdus avec la montée de l'aristocratie et des pouvoirs ministériels. Clavière et Brissot soutenaient que Necker aurait du lire Price :

“Quand ce ministre lira les ouvrages du Dr Price sur la liberté civile et la révolution américaine, il sera convaincu qu'il est du devoir des dirigeants, quel que soit leur statut, et quel que soit leur champ d'autorité, d'exiger, d'obtenir le consentement de la nation.”<sup>64</sup>

- 24 Price était une source primordiale pour Clavière et Brissot. Ses spéculations sur la mutualité étaient à la base des tables actuarielles de la *Compagnie d'Assurance sur la Vie*, mais plus important encore, ses réflexions sur les conséquences de la révolution américaine indiquèrent le chemin à prendre pour la réforme des grands États par des mœurs commerciales républicaines. Son idéal de société commerciale fut décrit dans un ouvrage que Clavière envoya à son ami Béranger en 1784, *Observations on the Importance of the American Revolution and the Means of making it a Benefit to the World* (Londres, 1784)<sup>65</sup>. Price y démontrait que les moyens pour atteindre la paix, la liberté parfaite et le remboursement des dettes étaient la tolérance, le libre échange, l'éducation en matière de mœurs vertueuses et de gouvernement libre. L'éducation devait “apprendre aux générations à grandir heureuses et vertueuses”, devait apprendre non pas ce que penser, mais comment penser, devait initier les individus non pas avec déférence, mais en toute franchise. Price espérait que l'instruction civique instillerait la charité, l'humilité et la générosité, et découragerait les guerres et toute forme de vice politique. Les individus réaliseraient alors qu'un luxe ou une pauvreté excessifs, ainsi que les conséquences de l'oisiveté, étaient des conditions à éviter : “L'état de l'humanité le plus heureux se situe à mi-chemin entre le Sauvage et le raffiné, ou entre l'état sauvage et celui du luxe”<sup>66</sup>. Les lois agraires ou somptuaires n'étaient pas le plus sûr moyen de parvenir à ces fins car elles causaient des troubles parmi la population. L'éducation, l'abandon de la primogéniture, l'abolition des titres héréditaires et la renonciation à l'agression militaire étaient le meilleur chemin pour atteindre cet “état du juste milieu”. Price offrait à Clavière le moyen d'unir la souveraineté populaire et les forces progressistes de la commercialisation.
- 25 L'intérêt que Clavière portait à Price témoigne probablement de sa participation aux *Considérations sur l'ordre de Cincinnatus, ou imitation d'un pamphlet anglo-américain de Mirabeau* (Londres, 1785)<sup>67</sup>. La première section de ce travail, écrite par Chamfort, réaffirmait la théorie de la souveraineté populaire et utilisait l'attaque perpétrée sur les

institutions d'une société héréditaire en Amérique républicaine pour admonester les privilégiés : "La noblesse est une espèce de vermine qui consomme insensiblement la liberté"<sup>68</sup>. Les notes sur Price sont importantes car elles se concentrent sur son exigence d'une éducation en matière de mœurs vertueuses afin de rendre le commerce plus modéré et moins dangereux politiquement. Le centre de l'argument était sa distinction entre commerce paisible et commerce corrompu<sup>69</sup>. Selon l'auteur, un commerce modéré était un moyen d'unir les hommes dans la fraternité et son rôle relevait de la nature. Cependant, les nations qui appliquaient des pratiques commerciales agressives seraient en fin de compte vaincues, car elles ouvriraient la boîte de Pandore de l'avarice et de la vénalité, violant par là même la liberté du commerce et les droits de propriété<sup>70</sup>.

- 26 L'éloge de Turgot, décrit comme un génie éclairé qui avait circonscrit le problème de la France à l'absence d'une constitution, était tempéré par leur critique de sa distance envers l'idéal de république commerciale. Il s'était opposé à la montée de l'égotisme et à la perte des droits du peuple, et par là même s'était montré républicain malgré lui : "il appartient, par la liberté de ses principes, à une République"<sup>71</sup>. Ce que le grand homme n'avait cependant pas reconnu, c'était que ses projets étaient inutiles dans un pays où la majorité du peuple se trouvait au-delà de la religion, du gouvernement et de la morale, et n'avait aucune allégeance envers leur pays. Un projet d'éducation, affirmaient-ils en citant Helvetius, était un rêve dans une monarchie ; il exigeait une république où le peuple possédait des biens et était assez patriotique pour adhérer aux vertus politiques. Puisque Turgot soutenait le pouvoir des Intendants, le peuple ne pourrait jamais être libre dans ses assemblées :

"M.Turgot n'a peut-être pas goûté à ces idées républicaines dans son système économique. Persuadé, avec les physiocrates, que les rois doivent gouverner selon toute évidence, le peuple se soumettre et que tout contrepoids est un obstacle et un abus."<sup>72</sup>

- 27 Malgré ces erreurs, ils étaient convaincus que Turgot aurait changé d'avis s'il avait vécu et vu le fonctionnement de la constitution américaine, qui prouvait qu'une monarchie limitée était une chimère. Ce dont la France avait besoin, c'était des États généraux souverains capables d'éviter la montée de tout Cromwell, des armées d'active et le despotisme monarchique. Ceci ne serait atteint que par "un grand bouleversement"<sup>73</sup>. L'ouvrage proclamait que les espoirs de réformes récoltés au milieu des années 1780 n'étaient plus pratiques, et étaient incapables de combler les divisions sociales de la France. Les mœurs commerciales et la liberté civile exigeaient la souveraineté du peuple et une participation populaire au gouvernement.
- 28 Le second fruit de la collaboration de Clavière et Brissot, publié en 1788, cherchait à appliquer à la France les idées du "profond Smith", ainsi que celles de Price et autres écrivains britanniques qui s'efforçaient de combattre le "despotisme ministériel"<sup>74</sup>. *De la France et des États-Unis* expliquait pourquoi la France n'avait pas réussi à récolter les bénéfices escomptés de la victoire lors de la guerre contre les Britanniques en Amérique. Cet écrit affirmait qu'il manquait à la France les mœurs commerciales nécessaires à la prospérité et à la paix. "Quant à nous, nous avons triomphé, et depuis la paix, l'honneur du triomphe est presque le seul gain que nous ayons fait. Nos lois et nos mœurs s'opposent à ce commerce [étranger]."<sup>75</sup> Le but de Clavière et de Brissot était de combler cette ignorance, de combattre les préjugés d'un "vieux peuple" obsédé par les arts et les sciences frivoles, le luxe et une moralité dissolue. Clavière et Brissot soutenaient que "la science de l'homme a à peine touché la société et l'état civil". Le problème était que la

culture française était orientée vers la littérature et les sciences exactes plutôt que vers “la science de nos relations civiles”. Les écrivains français qui avaient traité de l’Amérique comme Mably, Mirabeau et Raynal avaient exacerbé le problème en se concentrant sur un républicanisme ancien et non moderne :

“Ils étaient trop pleins d’enthousiasme pour les républiques de la Grèce pour pouvoir écrire sans préjugé sur la république américaine, dont la constitution est infiniment supérieure, ou plus précisément complètement étrangère à celle de la Grèce.”<sup>76</sup>

- 29 Le premier pas était l’étude de la science de l’économie politique, science décrite par les écrivains britanniques comme presque complète :

“La science théorique du commerce est véritablement complète en Grande-Bretagne ; la science pratique y est véritablement appréciée. En France, la science du commerce est presque ignorée, parce que sa pratique est désavouée par des préjugés qui empêchent la noblesse d’y participer.”<sup>77</sup>

- 30 Montesquieu et d’autres écrivains en France et en Grande-Bretagne avaient soutenu avec force qu’une monarchie exigeait une noblesse et que c’étaient les préjugés de cette classe qui avaient limité le développement commercial en France. Il était donc nécessaire, d’après Clavière, de détruire la noblesse et de créer une société basée sur le talent, le mérite et la vertu<sup>78</sup>.

- 31 Le premier moyen d’atteindre cet objectif était de promouvoir la liberté d’expression et de pensée, puisqu’elles contribueraient à la création d’un public éclairé. De plus, Clavière et Brissot affirmaient que la liberté du commerce signifierait le développement d’industries correspondant au mieux à la nature des conditions économiques particulières à chaque nation. La France semblait naturellement favorable aux manufactures étant donné la taille de sa population non rurale. Le danger de ce développement était qu’il ne résultait pas d’une réponse naturelle à l’augmentation de la population mais résultait de l’exploitation des pauvres qui s’étaient massés dans les villes dans l’espoir de meilleures conditions mais qui en fait avaient été forcés de travailler pour des salaires de misère. Ceci révélait “une mauvaise organisation sociale qui force l’industrie d’un travail libre et utile à devenir un travail imaginaire, forcé et pernicieux”<sup>79</sup>. Les manufactures ne devraient être développées que lorsque l’exigeait l’augmentation de la population, pour qu’il y ait un mouvement naturel des nations manufacturières et commerçantes. De la même façon, la richesse géographique et minérale de l’Amérique, son climat, son sol et ses modes de transport, associés à une faible population, signifiaient que cette nation était mieux adaptée à l’agriculture et aux mœurs simples. L’acte le plus important en vue d’une régénération de la France était une alliance avec l’Amérique afin d’échanger des produits agricoles contre les produits des manufactures françaises. L’Amérique avait été physiquement et moralement régénérée, comme l’avait montré Price, grâce à une constitution qui encourageait chaque homme à aimer “le bien général”. Le seul moyen pour éviter que l’Amérique ne décline vers les classes sociales et le luxe était de laisser la France lui fournir des produits de luxe et des manufactures. “Cela prouve que c’est le seul moyen de conserver leurs mœurs républicaines et de retarder l’avance du luxe.”<sup>80</sup> Selon eux, la France pourrait également bénéficier de la constitution américaine, une fois l’établissement par le commerce de relations à travers lesquelles la France apprendrait à respecter le républicanisme et l’innovation. Le commerce exigeait une révolution politique et sociale ; c’était une force pour la paix, la philosophie et la sociabilité dans un monde tiraillé par les jalousies qu’encourageait la vieille science de la politique. Les auteurs soutenaient qu’en France, rien n’empêchait un monarque éclairé de



légiférer pour combattre la corruption du gouvernement, des rangs et des mœurs, mais qu'une telle législation devrait radicalement transformer les structures politiques françaises : "cet ouvrage est en accord avec les sentiments patriotiques exprimés aujourd'hui par le souverain français"<sup>81</sup>. En suivant les leçons ébauchées par les écrivains britanniques soutenant la révolution américaine, la France pouvait devenir le pays mettant en pratique le progrès promis par "les bons principes de l'économie politique"<sup>82</sup>. En encourageant les manufactures à employer les pauvres, promouvant par là même le libre échange et une alliance économique, Clavière et Brissot soutenaient que cette tactique réduirait également les inégalités qui déchiraient la nation française. La croissance de cette forme de commerce pouvait être poussée plus loin encore par l'utilisation du papier monnaie garanti par les ressources tangibles de banques d'escompte, étant donné la rareté et les fluctuations de la monnaie d'or ou d'argent. C'était là un des premiers ouvrages à considérer que le papier monnaie pourrait résoudre le problème de la dette et des incertitudes monétaires qui avaient été le fléau des années 1780<sup>83</sup>. De cette façon, la boucle était bouclée : la réévaluation des possibilités de réformes dans un grand État qui avait été provoquée par les problèmes d'une forme de papier monnaie revenait à ce papier monnaie pour en faire un tremplin de réformes. Clavière et Brissot avaient finalement conclu que le salut du régime politique français tout entier résidait dans la promotion des *mœurs* d'une république commerciale, ce qui restait à savoir, c'était par quels moyens ils allaient arriver à une telle politique.

- 32 L'économie politique républicaine développée dans les travaux de Clavière et Brissot reconnaissait que le plus grave problème à surmonter dans les grands États était l'endettement du gouvernement occasionné par les guerres. En 1789, ce problème était devenu d'une importance capitale. Dans *Des États-Unis* comme dans *Observation d'un Républicain*, la dette était décrite comme le produit du malaise de la nation, produit qui disparaîtrait une fois que la liberté civile et économique aurait engendré des mœurs respectant la propriété, le crédit et le commerce. Le fait qu'à la fin du siècle, le problème de la dette deviendrait le moteur du radicalisme dans la politique française, et exigerait des solutions plus spécifiques les surprit complètement<sup>84</sup>. Bien qu'ils n'aient jamais accepté les statistiques dont Necker avait tiré l'optimisme de son *Compte Rendu*, ils n'avaient pas non plus anticipé l'ampleur de la dette, évidente en 1788, et la nation au bord de la banqueroute. La force explosive de la dette sur la politique française et l'atmosphère de crise dans laquelle elle se trouvait discutée n'est saisie nulle part plus clairement que dans *Point de Banqueroute*, publié au début de 1788 et contenant la première réponse de Clavière et Brissot à la crise<sup>85</sup>. *LePoint de Banqueroute* était la première déclaration de ce qui allait devenir une stratégie constante visant à la création d'une république commerciale, à savoir la demande du paiement de toute dette, gouvernementale ou privée, et d'institutions légitimes chargées de faire respecter l'ordre commercial.
- 33 L'argument populaire en 1787, au fur et à mesure que le monde prenait connaissance de l'état du trésor public, était qu'une banqueroute générale représenterait une aube nouvelle, soit parce qu'elle libérerait le monarque de ses nombreux créditeurs et des pouvoirs réclamant des innovations radicales à cause de la dette, soit parce qu'elle attaquerait ces créditeurs en France et à l'étranger, créditeurs que beaucoup percevaient comme des parasites vidant de son sang un pays aux ressources abondantes. On ne peut sous-estimer la peur que de tels arguments instillèrent chez Clavière et Brissot. En tant que créditeur majeur de l'État, Clavière avait beaucoup plus à perdre que les autres.



Cependant, les deux hommes croyaient sincèrement qu'une déclaration de banqueroute représenterait l'ultime acte de sabotage contre les réformes pour lesquelles ils avaient fait campagne depuis 1785, ou bien en sauvant la monarchie de la nécessité de déclarer les États généraux, ou en sapant les mœurs indispensables au développement commercial. Une banqueroute générale signifierait l'effondrement de la confiance sur le plan national et international, la fin des traités de paix ou de commerce, et une dépression commerciale amenant la misère à de nombreux citoyens français<sup>86</sup>. Une banqueroute réduirait les investissements et ferait augmenter les prix des produits les plus importants pour les pauvres, tout en sapant les mœurs à la base d'un travail vertueux, créant un cercle vicieux de dette et de banqueroute, détruisant encore un peu plus l'amour de l'honnêteté et de la liberté. Dans de telles circonstances, Clavière et Brissot s'attendaient tout à fait à ce que les rentiers s'unissent aux Parlements pour engager une guerre civile. L'histoire montrait la futilité de telles actions :

“Une banqueroute n’a jamais contribué à améliorer le sort du Peuple. Celle de 1720 n’a pas empêché celle de 1770, et malgré ces deux banqueroutes si proches l’une de l’autre, le Peuple ne s’en trouvait pas plus heureux dans la période intermédiaire : l’État aujourd’hui se trouve confronté de la même manière à une dette immense et à un déficit effrayant.”<sup>87</sup>

- 34 L'aspect le plus tragique d'une banqueroute générale résidait cependant dans la menace qu'elle représentait pour l'opportunité unique qu'avait la France de copier les pratiques républicaines qui avaient tant réussi à l'Amérique, société qui avait révélé à l'opulence et aux manières la valeur de la liberté civile, politique et économique : “La révolution entreprise ces dernières années en Amérique a singulièrement éclairé les Peuples au sujet de leurs droits”<sup>88</sup>. Le peuple français avait été si bien éclairé par l'Amérique que même les riches perdaient leur place au profit du mérite. Clavière et Brissot soutenaient malicieusement que la résistance qu'opposaient les Parlements au roi était en fait fondée sur la reconnaissance que les droits de la nation étaient en fin de compte souverains, et que tout emprunt exigeait l'accord du peuple à travers les États généraux. Il était clair que la Nation française était profondément divisée, et ne pouvait être réunifiée uniquement grâce à une institution ayant le pouvoir d'imposer une taxation. La France avait besoin d'un nouveau système administratif établi par les États généraux plutôt que par les assemblées provinciales qui ne faisaient rien en faveur de la liberté publique : “Le montant de la dette nationale exige une constitution nationale au-delà de tout risque de banqueroute”<sup>89</sup>. La nouvelle constitution promettait l'inauguration d'une nouvelle forme de politique basée sur le commerce et qui remplacerait le “système destructeur” de la noblesse, du monarque et des ministres despotiques avec à leur tête Calonne qui, dans les années 1780 avaient mené la France au bord d'une guerre universelle dont la menace n'avait plus pesé depuis le début du règne de Louis XIV<sup>90</sup>.
- 35 La souveraineté du peuple déclarée par des États généraux mènerait à la création d'un gouvernement libre permettant à la vertu et aux talents de s'élever tel un phénix des mœurs corrompues de la monarchie. De ce fait, la France était confrontée à un choix : ou la banqueroute, la pauvreté et une guerre en Europe, ou des déclarations de libre-échange et l'institution des États généraux menant l'Europe vers la paix. Clavière et Brissot croyaient toujours que la France avait assez de ressources pour honorer sa dette et éviter la guerre civile, d'autant plus que les Britanniques avaient une dette plus importante encore, et moins de ressources naturelles<sup>91</sup>.
- 36 Ces antidotes à la banqueroute étaient les ultimes éléments d'une économie politique pour la réforme de grands États que Clavière et Brissot épousèrent avant les événements

de 1789. Avec l'institution de l'Assemblée nationale, toutes leurs réformes furent largement consultées, et certaines d'entre elles réellement mises en pratique. En septembre, Clavière conseillait Mirabeau sur l'essentiel de la Déclaration des droits de l'homme, lui suggérant que le préambule devrait être révisé afin de souligner que "puisque le maintien des *mœurs* est absolument indispensable à la stabilité du contrat social, toutes les opérations financières pour le service publique devraient être considérées dans le cadre de leur relation aux *mœurs*"<sup>92</sup>. Il encourageait également la politique de remboursement de la dette afin de moraliser l'économie dans les pages du *Courrier de Provence* écrites avec ses amis genevois Samuel Reybaz, Pierre-Étienne Dumont et Du Roveray. À travers l'imprimerie du *Cercle social*, et l'établissement d'une presse libre, il finit par imprimer des travaux en son propre nom, et se considérait comme étant la seule personne capable de faire face à la crise financière menaçant la Révolution. Le *terminus ad quem* de cette ligne de pensée était bien sûr son soutien constant, mais finalement mal avisé, de l'*assignat*, choix qui devait lui coûter très cher. En fait ce ne fut pas avant 1797, à la suite du 18 fructidor, que fut abandonné le mot d'ordre selon lequel toute banqueroute était contraire à la moralité républicaine et qu'une banqueroute fut finalement déclarée.

- 37 Clavière et Brissot furent deux figures majeures dans l'évolution du républicanisme depuis un désir anachronique de retour à la vieille politique ou un attachement aux cités marchandes de l'Europe continentale vers une idéologie embrassant le monde des grands États, le commerce et les sociétés diverses. L'évolution des qualités du citoyen de la vertu, la dévotion au bien public sous la forme de l'État, aux bonnes *mœurs*, aux habitudes et inclinations nécessaires à la vie dans une société commerciale étaient dans leurs travaux un des fils directeurs menant du premier républicanisme moderne à la démocratie moderne. Cependant, les lacunes et les silences de leurs pensées sont tout aussi importants et révélateurs du moment politique et intellectuel dans lequel ils se trouvaient que leurs idées positives. Leur notion d'économie était extrêmement pauvre, et réduite à n'être tout au plus qu'un appendice du système commercial. Ils supposèrent qu'un système fiscal rationnel créerait automatiquement une économie vertueuse. Une lecture plus attentive de Smith les aurait détrompés. De plus, leur idée de société était totalement abstraite. Le grave problème généré par ce caractère abstrait était que le lien entre les droits et les *mœurs* n'était expliqué nulle part. Les droits et les *mœurs* ne pouvaient être réconciliés que dans les institutions sociales mais nulle part dans la pensée de Clavière et Brissot ne trouvait-on un moyen de représenter de telles institutions. Quand de véritables acteurs sociaux, que ce soient les Royalistes, les Montagnards ou les sans-culottes promurent leurs propres *mœurs* concrètes, Clavière et Brissot se retrouvèrent désarmés et forcés de se retrancher derrière la politique administrative et ministérielle qu'ils avaient tant contribué à discréditer<sup>93</sup>. Leur républicanisme contribua de façon primordiale à l'évolution de la république démocratique moderne, mais en tant qu'idéologie, elle fut testée et détruite comme tant d'autres par la mise en pratique de la Révolution.

## NOTES

- 1.Nous remercions Valérie Stenou pour avoir traduit cet article de l'anglais et Philippe Steiner pour en avoir commenté une version précédente.
- 2.Jacques-Pierre BRISSOT, *Mémoires, 1754-1793*, publiés avec études critiques et notes, 2 vol., Paris, 1911, Claude Perroud éd, II, pp.28-29.
- 3.*Ibid.*
- 4.François D'IVERNOS, *L'histoire des révolutions de Genève dès la réformation*, 2 vol., Genève, 1789, tome I, pp. 115-116.
- 5.B.N.F., N. Aq. Fr. 21907 f.264, "Brissot de Warville", Jacques-Pierre.
- 6.Sur l'hypothèse selon laquelle Brissot en était réduit à espionner pour le compte de la police à cette époque, voir Robert DARNTON, "A Spy in Grub Street", *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge Mass., 1982, pp. 43-70.
- 7.Sur ces chiffres voir Florin AFTALION, *L'Économie de la Révolution française*, Paris, 1987, p. 96. Pour un constat impartial des fortunes de l'assignat, voir Michel BRUGUIÈRE, "Assignats", dans François FURET et Mona OZOUF eds., *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, 1988.
- 8.A.N., T\*6461, Clavière à Lavabre Doener et Cie, Paris, le 8 mai 1782.
- 9.Isaac CORNAUD, *Mémoires*, Genève, 1912, p. 118. A.N., T\*6461, Clavière à Étienne Delessert, Paris, le 27 mai 1782.
- 10.A.N., BB3 80, Comité révolutionnaire, notes du 1er juin 1793.
- 11.A.N., BB3 80 f 15, Section des Piques, Comité révolutionnaire, notes du 1er juin 1793.
- 12.Sur l'arrestation de Roland, voir A.N., BB3 80, Section de Beaurepaire, Comité révolutionnaire, 1er juin 1793.
- 13.A.N., BB3 80 f 53, Section des Piques, Comité révolutionnaire, notes du 3 juin 1793
- 14.Sur les finances de Clavière, voir E. CHAPUISAT, *Figures et choses d'autrefois*, Genève, 1920, pp.1-119 ; J. BOUCHARY, *Les manieurs d'argent à Paris à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*, 3 vol., Paris, 1939, I, pp. 11-101.
- 15.Robert DARNTON, *Trends in radical Propaganda on the Eve of the French Revolution (1782-1788)*, thèse de doctorat non publiée, Oxford, 1964, pp. 91-232.
- 16.Robert DARNTON, "L'Idéologie à la Bourse", dans *Gens des lettres, gens du livre*, Paris, 1991, pp.86-98.
- 17.Voir J.R Spink, *Jean-Jacques Rousseau et Genève*, Paris, 1934, pp.211-241.
- 18.A.N., T\*6461, Clavière à Munch et Westrick, Amsterdam, 29 mai 1782 ; Clavière à Cazenove, Londres, mai 1782.
- 19.A.N., T\*6461, Clavière à de Gelière, 29 novembre 1782.
- 20.*Ibid.*
- 21.A.N., T\*6461, Clavière à Roman l'aîné, Genève, 29 novembre 1792.
- 22.*Le Philadelphien à Genève, ou lettres d'un Américain sur la dernière révolution de Genève, sa constitution nouvelle, l'émigration en Irlande, etc, pouvant servir de tableau politique de Genève jusqu'en 1784* (Dublin, 1783), p. 68.
- 23.*Ibid.*
- 24.*Ibid.*, pp.66-68.

25.*Ibid.*, p.92.

26.Sur le contraste de Rousseau, voir F. Jost, *Jean-Jacques Rousseau Suisse*, 2 vol., Fribourg, 1961, pp.178-211.

27.Hagley Library, w/2/a/2/292, Dupont de Nemours à Étienne Clavière, 16 juin 1787.

28.La colonie se vit offrir 50 000 livres, A.N., T\* 6461, Clavière à Théophile Cazanove, 6 avril 1783.

29.A.N., T\* 6461, Clavière à Amy Melly, 12 décembre 1782.

30.A.N., T\* 6461, Clavière à Alexandre Patry, 2 décembre 1782.

31.A.N., T\* 6461, Clavière à Amy Melly, 12 décembre 1782.

32.A.N., T\* 6461, Clavière à Brissot de Warville, 10 avril 1783.

33.A.N., T\* 6461, Clavière à inconnu, janvier 1784.

34.A.N., F12 798, *Arrêt du Conseil du Roi, concernant la Caisse d'escompte, du 27 septembre 1783.*

35.A.N., T\*64611, Clavière à Delessert, 27 juillet 1783.

36.A.N., T\*6461, Clavière à Patry, 2 décembre 1782.

37.A.N., T\*6461, Clavière à Du Rouveray, 17 novembre 1783.

38.A.N., F12 798, *Arrêt du Conseil du Roi, concernant la Caisse d'escompte, du 27 septembre 1783,* pour un relevé de la solvabilité de la banque.

39.A.N., F12 798, *Arrêt du Conseil du Roi, qui, en faisant cesser l'effet de ce qui doit être ordonné pour un temps, par les arrêts du 27 et 30 septembre dernier, concernant les cours des billets de la Caisse d'escompte, affranchit leur circulation de toute contrainte, et déclare leur acceptation purement volontaire : autorise la création de mille actions nouvelles, délibérées en l'Assemblée générale des actionnaires, du 14 de ce mois, et homologue les statuts arrêtés par eux dans leur assemblée du 22 suivant, du 23 novembre 1783,5.*

40.A.N., F12, 798c, *Arrêt du Conseil du Roi, portant révocation de ceux des 27 et 30 septembre dernier, du 10 décembre 1783.*

41.R.DARNTON, *Trends in Radical Propaganda*, 54 ; "The High Enlightenment and the Low-Life of Literature", in, *The Literary Underground of the Old Regime*, 1-40.

42.A.N., T\* 6462, Clavière à Perrier, directeur de La Nouvelle Compagnie des Indes, 4 août 1785.

43.Bibliothèque historique de la ville de Paris, Ms 33f.114, les ci-devant administrateurs de la compagnie des Eaux de Paris aux administrateurs du département de la Seine, 9 prairial an 5 [28 mai 1797].

44.A.N., F12 798c, *Des banques publiques en général, et de la Caisse d'escompte en particulier*, (1788),2.

45.Pour un rapport succinct de ce développement, voir Keith Michael BAKER, "Public Opinion as Political Invention", dans *Inventing the French Revolution : Essays on French Political Culture in the Eighteenth Century*, Cambridge, 1990, pp.167-199.

46.Ce conflit se solda par une nouvelle formule d'assignation des profits et de capitalisation, voir A.N., F12 798c, *Arrêt du Conseil du Roi portant homologation du règlement des actionnaires de la caisse d'escompte pour la fixation du dividende, du 26 juin 1785.*

47.A.N., T\*6462, Clavière à Cazenove et fils, 4 février 1785.

48.A.N., F12, 798c, M. le Comte de Bouffiers à M. de Mirabeau, 26 mai 1785.

49.Brissot révéla les auteurs de cet ouvrage dans ses *Mémoires* (II,31) ; "je lui ai donné [à Mirabeau] les chapitres 7 et 8, un autre chapitre avait été composé par Dupont de Nemours, le reste était de Clavière, et les connaisseurs en style seront en mesure de discerner les changements radicaux". Si on en juge par le style, Dupont de Nemours était l'auteur du premier chapitre, et Clavière de presque tout le reste.

50. La banque de Saint-Charles fut fondée par François Cabarrus en 1782 et devint un outil du gouvernement espagnol en matière de finance. C'est pour cette raison que l'ambassadeur espagnol, le Marquis Aranda, inquiet devant la chute du prix des actions en 1785, persuada Calonne le 17 juin d'interdire toute transaction les concernant. La publication dénonçant cet arrêt, publiée sous le nom de Mirabeau, était, d'après les *Mémoires* (II, 348) de Brissot, purement l'œuvre de Clavière et la sienne. Cet ouvrage contient une déclaration signée de Panchaud attestant qu'il n'avait lui-même pris aucune part à ce dernier, ou à toute autre écrit publié sous le nom de Mirabeau.

51. *De la Banque d'Espagne*, Paris, 1785, p. VI.

52. Mirabeau avait vu le *Mémoire* de Dupont lors de son séjour à la prison de Vincennes et avait fait des copies du manuscrit pour le publier plus tard en son nom. Il quitta Paris pour Berlin en décembre 1785 et y demeura jusqu'en mai 1786.

53. Voir *Dénonciation au public du nouveau projet d'agiotage* (juillet, 1786), *Sur un nouveau projet de Compagnie d'Assurances contre les Incendies à Paris* (Londres, 1786) et *Seconde lettre contre la Compagnie d'Assurances* (1786).

54. Brissot fustigeait le soutien que Châtelleux apportait à l'esclavage et rejetait son attaque contre les Quakers. Le problème de l'esclavage allait bientôt être au cœur du débat sur la commercialisation. Clavière et Brissot soutenaient que l'esclavage non seulement violait la liberté civile et les exigences des mœurs vertueuses mais était également moins rentable que la main-d'œuvre libre.

55. Sur le scandale, voir A.N., F12 798c Répétition des 11500000 assignations expédiées par les ordres de M. de Calonne aux Sieurs Fontaine de Biré et Randon de la Tour, et par eux remises au Sieur de Veineranges.

56. A.N., F12 798a, Précis du prospectus de l'établissement des assurances sur la vie autorisé par l'arrêt du conseil du 3 novembre 1787.

57. *Ibid.*, 16-17.

58. *Ibid.*

59. A.N., F12 798a, Extraits du registre des délibérations de la compagnie royale d'assurances sur la vie, assemblée générale du 2 août 1788.

60. Hagley Library, w/2/a/374, Dupont de Nemours à Monseigneur l'archevêque de Sens (Lomenic de Brienne), n.d.

61. *Observations d'un Républicain Sur les divers systèmes d'Administrations provinciales, particulièrement sur ceux de MM. Turgot & Necker, & sur le bien qu'on peut en espérer dans les Gouvernements monarchiques*, Lausanne, 1788.

62. *Ibid.* pp. 115, 117, 123, 127, 133.

63. *Ibid.*, pp. 130-134.

64. *Ibid.*, p. 129.

65. Jean Bénétruy, *L'atelier de Mirabeau : Quatre proscrits genevois dans la tourmente révolutionnaire*, Paris, 1952, p. 232.

66. Price, *Two Tracts on Civil Liberty, the War with America, et les Dettes et Finances du Royaume*, Londres, 1787, 49.

67. Cet ouvrage fut traduit par Romilly, avant la parution de l'édition française, sous le titre *Considerations on the order of Cincinnatus, and an Abstract of Dr. Price's Observations on the Importance of the American Revolution, with notes and reflexions upon that work* (Londres, 1785). Mirabeau avait pris le pamphlet de Paine et avait organisé sa diverse équipe d'écrivains pour le réorganiser et y ajouter des commentaires. L'auteur principal en était Chamfort, mais il ne rédigea pas les chapitres sur le commerce. Dans une lettre à Chamfort, Mirabeau désigne Target comme auteur de certaines sections, mais comme le

but de la lettre était de persuader Chamfort de soutenir la section proposée par Target à l'Académie française, et puisque l'argument principal contre Target était son manque de production littéraire, l'affirmation de Mirabeau concernant la paternité du chapitre est peut-être fausse. Il est plus probable que Panchaud et Clavière y aient participé, dans la mesure où ils étaient tout deux prêts à utiliser le nom de Mirabeau pour disséminer leurs propres idées en 1784, et étaient tous deux experts en économie politique. Cependant, Dupont était certainement l'auteur de plusieurs chapitres sur le suffrage des propriétaires et les plans de Turgot concernant les assemblées municipales. Voir les *Lettres de Mirabeau à Chamfort*, Paris, 1797, pp.81-83.

**68.** *Considerations on the order of Cincinnatus*, p. 63. La société de Philadelphie, que Franklin avait conçue pour commémorer les grands moments de la Révolution américaine, était attaquée en tant que précurseur d'une nobilité militaire, fatale à une république qui s'opposait aux rangs monarchiques (p.33).

**69.** *Ibid.*, p. 180. L[es] auteur[s] s'oppos[èrent] au fond pour les naufrages proposé par Price et vu comme une nouvelle tentation pour un ministre corrompu de déclarer une guerre injuste. Les mœurs agricoles des fermiers américains étaient décrites comme bases de l'état, et une éducation agricole et guerrière était prescrite aux hommes, comme aux anciens Allemands de Tacite (p.198). Le crédit était critiqué comme source d'intrigue politique et d'esclavage : "Le crédit est le ver qui ronge les organes vitaux de l'état." (pp.204-208). Ces sections étaient probablement l'œuvre de Dupont.

**70.** *Ibid.*, pp. 212-217.

**71.** *Observations d'un Républicain Sur les divers systèmes d'Administrations provinciales, particulièrement sur ceux de MM. Turgot & Necker, & sur le bien qu'on peut en espérer dans les Gouvernements monarchiques*

**72.** *Ibid.*, p.155.

**73.** *Ibid.*, pp.166-168.

**74.** *De la France et des États-Unis, ou de l'importance de la révolution de l'Amérique pour le bonheur de la France : Des rapports de ce Royaume et des États-Unis, des avantages réciproques qu'ils peuvent retirer de leurs liaisons de commerce, et enfin de la situation actuelle des États-Unis* (Paris, 1788), pp.2-8. L'ouvrage fut écrit à l'encontre des *Observations on the Commerce* de Lord Sheffield, qui soutenait le monopole britannique sur le commerce américain. Bien que la première édition fût publiée sous le nom de Brissot, la participation de Clavière est indubitable et importante dès le début. La première édition contient une déclaration de gratitude de Brissot envers "l'autre auteur" anonyme, décrit comme un génie républicain. Une nouvelle note dans l'édition de 1791 ajoute que Clavière était l'auteur des assignats, qui avaient sauvé la révolution de la banqueroute (p.27).

**75.** *Ibid.*, p. 4.

**76.** *Ibid.*, pp. 6-8.

**77.** *Ibid.*, p. 18. L'édition de 1791 soutient : "Les événements n'ont-ils pas justifié ces prédictions ?" : la Caisse d'escompte était un agent du "despotisme ministériel", et la Compagnie des Indes et la Banque de Saint-Charles "des antres de corruption".

**78.** *Ibid.*, p. 13.

**79.** *Ibid.*, p. 45.

**80.** *Ibid.*, pp. 95-125, 21-16. Clavière et Brissot soutenaient *A Defence of the Constitution of the United States* (1787) de John Adams, et louaient les mœurs simples et vertueuses du peuple américain. Elles avaient d'après eux régénéré les hommes et les avaient rendus fraternels (pp. 424-426).

**81.** *Ibid.*, p 27.

82.*Ibid.*, pp. 30-40. Clavière et Brissot se méfiaient des machines à cause de la valeur particulière qu'ils accordaient aux effets sociaux du travail manuel. Selon eux, les machines ne devraient être adoptées que lorsque le sol et le climat ne permettaient pas l'exercice du travail (p. 79).

83.*Ibid.*, p. 71.

84. Pour une étude exhaustive de la politique de la dette publique en 1789, voir Michael SONENSCHER, "The Nation's Debt and the Birth of the Modern Republic : The French Fiscal Deficit and the Politics of the Revolution of 1789" *History of Political Thought*, vol. XVIII, n° 1, (printemps 1997), pp.64-103, vol. XVIII, n° 2, (été 1997), pp.267-325 ; voir aussi Kathryn NORBERG, "The Fiscal Crisis of 1788 and the Financial Origins of the Revolution of 1789", *Fiscal Crises, Liberty and Representative Government 1450-1789*, (Stanford, Calif., 1994), Philip T. Hoffman and Kathryn Norberg eds, pp.253-98.

85. *Point de Banqueroute, ou Lettre à un Créancier de l'État, Sur l'impossibilité de la Banqueroute Nationale & les moyens de ramener le Crédit & la Paix*, Londres et Paris, 1787. Également Michel Bruguière, *Gestionnaires et Profiteurs de la Révolution : l'administration des finances de Louis XVI à Bonaparte*, Paris, Oliver Orban, 1986.

86. *Point de Banqueroute*, pp. 5-7.

87.*Ibid.*, p. 15.

88.*Ibid.*, p. 18.

89.*Ibid.*, pp.20, 36 et section trois, p. 3.

90.*Ibid.*, p. 30, section trois.

91.*Ibid.*, p. 3.

92.B.N.F., N.Aq.Fr. 9534 f.403, Articles à ajouter dans un ordre convenable.

93. Patrice HIGONNET, *Sister Republics : The Origins of French and American Republicanism*, Cambridge Mass, 1988, pp. 244-54.

## RÉSUMÉS

Le but de cet article est de permettre une compréhension plus précise des origines de l'idéologie girondine à partir d'une analyse des écrits de deux personnages qui furent les premiers à formuler les idées politiques définissant celle-ci dans les années 1790 : Jacques-Pierre Brissot et Étienne Clavière. Cet article veut montrer que les idées girondines ne peuvent être comprises qu'avec en toile de fond la révolution de Genève de 1782, tandis que l'essai ultérieur de faire de la France une république moderne, plutôt qu'une monarchie civilisée défendue par Turgot ou une république radicale jacobine, ne peut être étudié qu'à la lumière de l'échec de cette révolution.

### Étienne Clavière, Jacques-Pierre Brissot and the intellectual origins of Girondin politics.

The aim of this paper is a more precise understanding of the origins of Girondin ideology. Since it is not possible to provide an analysis of the writings of all of the members of the group attention focuses on two figures who were the first to formulate the political ideas that defined a Girondin in the early 1790s. The first is Jacques-Pierre Brissot and the second Étienne Clavière. The central claim of this paper is that Girondin ideas can only be understood against the background of the Genevan revolution of 1782 and the subsequent attempt, in the light of the failure of the Genevan



revolution, to make France into a modern republic rather than a Jacobin classical republic or a civilized monarchy of the kind advocated by Turgot.

## INDEX

**Mots-clés** : République, Clavière, Brissot, Gironde, mœurs

## AUTEURS

**RICHARD WHATMORE**

School of English and American Studies, University of Sussex

**JAMES LIVESEY**

Faculty of Modern History, Dublin